



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LICENCIEMENTS, LOI SUR LES 35 HEURES...

Patronat et gouvernement, du PS au PC, sont complices pour attaquer la classe ouvrière

Les ouvriers sont incités de toutes parts, médias, partis politiques, syndicats, à "peser" dans ce qui est présenté comme une bataille contre le patronat et dont l'enjeu porte sur des questions essentielles pour leurs conditions de vie comme les 35 heures, le chômage, les licenciements. Depuis un mois, les différentes forces sont déjà entrées en ordre de bataille : la manifestation du patronat le 4 octobre contre les 35 heures, celle des syndicats le même jour pour, celle appelée le 16 par le PCF, les Verts, la LCR et LO en faveur de l'emploi, une autre journée de mobilisation syndicale le 20, etc ...

Prolétaires, ne soyez pas dupes ! Tout ce tintamarre n'est qu'une vaste mise en scène destinée à vous tromper sur vos réels moyens de lutte et sur qui sont vos ennemis. Le patronat en fait partie, mais il n'est pas le seul ni le plus dangereux, loin de là.

Tromper la classe ouvrière sur ses ennemis et ses méthodes de lutte

Bien que la classe ouvrière ne reste pas passive face aux attaques de la bourgeoisie, le désarroi dans lequel elle se trouve encore aujourd'hui permet à la bourgeoisie de mettre en place des stratégies destinées à différer le surgissement de luttes massives. De telles stratégies, mises en œuvre par la gauche (qui, pour cette raison en particulier, se trouve être au gouvernement dans la majorité des pays industrialisés d'Europe ou aux Etats-Unis) consistent essentiellement à porter en douceur des attaques pourtant profondes et massives, si possible en les présentant comme des avantages pour les ouvriers. La mise en place des 35 heures, destinée à faire passer la flexibilité et le blocage des salaires, est le prototype même de

ce que la gauche, bien plus encore que la droite, est capable sur le plan des attaques antiouvrières.

Les principaux porte-parole du patronat se sont intégrés quant à eux de bonne grâce au sein d'une stratégie les présentant comme l'incarnation du capitalisme et, au fond, comme les seuls responsables de l'aggravation de l'exploitation, dédouanant ainsi le gouvernement de gauche de ses responsabilités de premier plan dans les attaques contre la classe ouvrière.

C'est ce même patronat qui, selon le gouvernement, "dénature" les 35 heures, alors que, dès le début, la loi sur la réduction du temps de travail était justement destinée à être appliquée de la sorte. Quant aux licenciements chez Michelin, s'ils sont une nécessité économique pour la bourgeoisie visant à améliorer la compétitivité du capital français sur l'arène internationale, la

publicité tapageuse faite autour des bénéfices de cette entreprise est directement au service de la diabolisation du patronat français. De plus, pendant que les médias polarisent l'attention des prolétaires sur le scandale des licenciements à Michelin, combien d'autres passent dans la plus grande discrétion et combien de suppressions de postes interviennent dans la fonction publique, le plus important employeur du pays, sans parler des autres attaques sur la santé, les salaires, etc. ; attaques qui concernent toute la classe ouvrière.

Il n'est pas surprenant qu'aucun des slogans de la manifestation du 16 octobre ne se soit polarisé sur la dénonciation des attaques de la gauche, ni n'ait rappelé les hauts faits d'arme des gouvernements de gauche des années 80 (y compris ceux dans lesquels était impliqué le PCF). Ainsi, si dans cette manifestation aucune voix ne s'est élevée

pour rappeler comment ces gouvernements avaient autorisé les licenciements massifs dans l'automobile (Talbot ou Citroën) et la sidérurgie, c'est bien parce que tout a été mis en œuvre pour masquer à la classe ouvrière que ces partis "ouvriers" qui nous gouvernent sont en réalité, aujourd'hui comme hier, des partis de défense de l'ordre et des intérêts bourgeois.

L'extrême-gauche au secours du PCF

Le groupe trotskiste Lutte Ouvrière justifie de la sorte sa participation à l'organisation de la manifestation du 16 octobre avec le PCF : "Nous ne sommes pas sectaires. Quand Robert Hue propose que la classe ouvrière montre sa force dans la rue pour faire pression sur le patronat et sur le gouvernement, pour une politique radicale contre le chômage, c'est normal d'être là." (A. Laguiller). Pour une organisation prolétarienne, la question du sectarisme ou de l'ouverture face aux partis du camp bourgeois ne se pose pas. Sa responsabilité consiste à dénoncer leurs manœuvres antiouvrières. Cette dénonciation est d'autant plus nécessaire que ces partis de gauche prétendent œuvrer pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. Pour LO et la LCR, qui font partie de la même famille que les PS, PC, MDC et Verts (malgré des différences politiques et des oppositions de chapelle), la problématique n'est pas celle-là mais bien celle de répondre présent derrière un front unique de défense des intérêts du capital national contre la classe ouvrière.

Et quelle politique radicale contre le chômage nos trotskistes prétendent-ils donc défendre dans cette manifestation ou ailleurs ? Là encore LO affiche la

(SUITE PAGE 4)

(SUITE PAGE 3)

TCHETCHENIE

Les massacres continuent avec la bénédiction des Etats occidentaux

Depuis plus de deux mois, la guerre a repris en Tchétchénie. "Officiellement", c'est-à-dire bien en deçà de la réalité, on dénombre d'ores et déjà plusieurs centaines de morts du côté tchétchène comme du côté de l'armée russe. Entre 150 000 et 200 000 personnes ont quitté le pays pour se réfugier en Ingouchie, une des Républiques les plus pauvres de la CEI. Ces populations en fuite sont désormais réduites à attendre de crever de faim au lieu de crever sous les bombes. Pris entre l'enclume des mafias locales des Maskhadov et des Bassaev, qui se déchirent pour le contrôle du pays, et le marteau de la soldatesque russe, souvent conduits à s'embrigader derrière les uns ou les autres, ce sont près de deux millions d'êtres humains qui sont les otages et les victimes d'une nouvelle expression de la guerre impérialiste. Les bombardements n'en finissent pas, écrasant et laminant des villages entiers. Eltsine, clown sanglant et digne successeur de Staline, applique une des plus vieilles recettes stalinienne de répression de masse : on encercler et on massacre tout ce qui se trouve au milieu.

Contrairement à la précédente guerre tchétchène, le gouvernement avait cependant "préparé" le "peuple" à ce bain

de sang avec tout le battage répugnant orchestré sur les "terroristes" tchétchènes (Tchétchène=terroriste et inversement) rendus responsables des attentats et donc de leur "propre malheur". Par la grossièreté de ces mensonges vomis par toute sa propagande, le gouvernement "démocratique" d'Eltsine, "à l'occidentale", a montré ici encore sa filiation directe avec le stalinisme et ses méthodes de terreur sanguinaires.

L'impérialisme russe aux prises avec sa propre décomposition

Une fois de plus, l'horreur a donc gagné le Caucase, soumis à la fuite en avant d'une bourgeoisie russe aux abois. Qu'on se souvienne des dizaines, voire des centaines de milliers de morts, tchétchènes ou russes, frappés dans les combats entre Moscou et les bandes armées de Doudaev, de janvier 1995 à fin 1996. Le déclenchement de la "première" guerre en Tchétchénie avait permis d'imposer la loi de l'ex-tête de bloc soviétique devant la volonté clairement établie de toute une série de Républiques de l'ex-URSS à déclarer leur indépendance vis-à-vis de Moscou. La Tchétchénie devait alors servir d'exem-

ple dans un contexte particulièrement aigu où la Russie s'efforçait de pallier à l'explosion de son empire par la création de la CEI. La région du Caucase, que les combats entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avant même l'effondrement du bloc de l'Est, avaient déjà désignée comme une dangereuse poudrière, était venue fortement à l'avant-scène après la sortie de la CEI par la Géorgie, suivie des guerres menées par cette dernière contre l'Abkhazie et l'Ossétie encore sous contrôle de Moscou. L'impérialisme russe se précipite une nouvelle fois dans l'engrenage de la destruction massive. Il s'agit d'un enjeu vital et à multiples facettes pour le gouvernement russe actuel. Tout d'abord, celui de rester maître d'une situation politique qui va en se dégradant de façon majeure, du fait de la décomposition du pouvoir central liée à l'incapacité grandissante de la "famille Eltsine" de tenir les rênes de l'Etat et donner une image crédible à la population, et aussi devant la montée des luttes mafieuses entre parrains dont le chef de l'Etat est lui-même un des meilleurs représentants. L'opération-Tchétchénie est ici un moyen de détourner l'attention tout en faisant accroire l'idée d'un Etat fort et décidé, qui ne s'en

laisse pas compter, un moyen de redresser l'opinion en sa faveur en vue des élections présidentielles. La Tchétchénie est cependant elle-même un enjeu de taille. Il s'agit en effet comme en 1995 d'adresser un message musclé à toutes les Républiques qui auraient l'intention de faire sécession d'avec Moscou, mais dans une période où l'affaiblissement de la Russie est de plus en plus marqué et où la fronde anti-russe sévit fortement à nouveau ; en

Dans ce numéro

France : Seconde loi sur les trente-cinq heures	p. 2
Affaire Papon : Un feuilleton contre la classe ouvrière	p. 2
L'Etat est un instrument du capital	p. 3
Accidents de Paddington et Tokaimura : C'est le capitalisme qui sème la mort	p. 4
Afrique du Sud : Les ouvriers en lutte contre l'austérité de l'ANC	p. 5
Milieu politique prolétarien : Salut aux internationalistes de Russie et d'Ukraine	p. 6
Dix ans après l'effondrement du stalinisme Plus que jamais le communisme est la seule perspective d'avenir pour l'humanité	p. 8

SECONDE LOI SUR LES 35 HEURES

Le gouvernement de gauche fait passer les attaques capitalistes

Le "débat" qui a encadré le "projet de seconde loi sur les 35 heures" à l'Assemblée Nationale, les manifestations patronales et syndicales sur ce thème, assistées d'une vaste couverture médiatique, ont constitué un véritable arsenal anti-ouvrier. Pour la bourgeoisie, il s'agit de répondre au fait que les ouvriers ressentent aujourd'hui la mesure des 35 heures pour ce qu'elle est : une attaque capitaliste.

C'est le sens, durant le mois dernier, des effets d'annonce du gouvernement pour promouvoir la deuxième loi sur les 35 heures afin de la recrédibiliser. Le couple Jospin-Aubry et ses acolytes de

la majorité "plurielle" se sont jurés de ne plus se laisser "abuser" par les "méchants patrons" qui profitent des "imperfections" de la loi pour "pervir" l'application des 35 heures. Aidé par les médias aux ordres, le gouvernement continue de vanter sa marchandise frelatée et d'entretenir une supercherie. Il suffit en effet de revenir sur les "bienfaits" tant vantés de la mesure des 35 heures, depuis qu'elle a été adoptée par de très nombreuses entreprises, pour s'apercevoir de ce que valent les "cadeaux" du gouvernement.

Le bilan réel du passage aux 35 heures

Nous l'avons déjà amplement démontré (voir R/n°293), le principal argu-

ment "social" des 35 heures, "lutter contre le chômage", est totalement mensonger. Comme peuvent le reconnaître parfois certains médias, "les 35 heures ne créeront pas massivement d'emplois !" (*Libération* du 5 octobre). Les quelques emplois "créés" relèvent du trompe-l'oeil. Il s'agit le plus souvent de travail à temps partiel, de postes d'intérim, de CDD, d'emplois précaires qui ne font pas office de "renouvellement" suite aux dégraissages massifs des années précédentes. Ces emplois précaires ont d'ailleurs fait un bond dans les statistiques au moment de la première application des 35 heures ! Dans les rares cas où la bourgeoisie a prévu des "embauches", comme à EDF-GDF, c'est en grande partie pour solder des départs en préretraites (15 000 agents) et remplacer progressivement et partiellement le personnel par des jeunes sous-payés. Ceci n'empêche en rien les suppressions de postes et autres licenciements qui ne cessent de se poursuivre.

Pour ceux qui ont encore la "chance" d'avoir du travail, la mesure permet d'exercer sur eux un véritable chantage à l'emploi, afin de leur faire accepter des horaires flexibles accompagnés d'une annualisation du temps de travail. Il en est ainsi dans le secteur automobile, par exemple à Peugeot-Citroën, comme chez son concurrent Renault, qui décompte, au passage, les "pauses" et les "congés-formation" du temps de travail. Il s'agit, comme partout, de faire plus en moins de temps, de saturer des cadences déjà infernales ! Tout ceci s'accompagne systématiquement d'une révision de l'organisation du travail. Dans l'industrie textile comme dans beaucoup d'autres secteurs, cela signifie par exemple que

sous forme d'équipes, les formules style 3x8 peuvent intégrer le week-end, y compris le dimanche. Evidemment, il ne faut plus compter être rémunéré en heures supplémentaires ! On retrouve cela dans la métallurgie, l'agro-alimentaire etc., où la semaine de travail peut passer de cinq à six jours selon les besoins du patron.

Dans le secteur du commerce et de la distribution, les salariés peuvent être amenés à travailler 12 heures par jour, avec des "coupures journalières" de quelques heures non payées : puisqu'ils agissent théoriquement de "temps libre" !

La brutalité de cette flexibilité accrue, dans la plupart des secteurs, conduit à des journées de travail modulables, "en fonction des carnets de commandes". Des salariés peuvent se retrouver ainsi 12 heures par jour durant quelque temps sur leur lieu de travail sans avoir à broncher (notamment dans le bâtiment et les travaux publics). Dans l'industrie charcutière, les employés peuvent être amenés à travailler dix semaines de suite entre 45 et 47 heures !

Comme le souligne un salarié des laboratoires pharmaceutiques cité par le même *Libération* du 5 octobre, "ce n'est pas moi qui décide de mon temps libre, c'est l'entreprise, (...) nous suivons le rythme des clients" et il ajoute que "les cadences des machines ont augmenté". Comme pour beaucoup d'ouvriers, afin de "bénéficier" de cet "avantage", il a dû se plier à un diktat (négocié). Résultat : "Mon salaire est bloqué depuis 1997 ; les loisirs, je ne peux pas vraiment, ça coûte trop cher...".

Rythmes chaotiques, travail précarisé et personnel corvéable, chantage, sup-

pression des pauses, exploitation à la limite du stress, blocage des salaires, etc. : voilà quel est le bilan des 35 heures !

Gouvernement, patronat et syndicats : tous complices pour renforcer l'attaque

Aujourd'hui, toute l'esbroufe tournant autour de cette seconde loi ne fait que sanctionner la poursuite de l'attaque. Il y a une complicité totale et un partage du travail entre le gouvernement, le patronat et les syndicats pour imposer une mesure devenue impopulaire. Les manifestations du 4 octobre dernier sont l'expression la plus criante de l'existence d'une véritable orchestration pour mystifier la classe ouvrière dans ce sens. D'un côté, on a vu le patronat (organisé par le MEDEF et la CGPME) jouer son rôle de repousseur en mobilisant fortement les PME pour "protester" contre les 35 heures, histoire, une nouvelle fois, de nous faire avaler la fable que, si c'est mauvais pour les patrons, cela doit être bon pour les ouvriers. En face, les syndicats (CGT, SUD et les plus radicaux en tête) ont poussé les ouvriers à défendre ces mêmes 35 heures dans une autre manifestation, canalisant la colère contre les patrons. Ce n'est pas par hasard si le PCF et la "gauche de la gauche" ont commencé par pousser des hauts cris en déclarant que "la seconde loi était pire que la première et invotable en l'état". Là-dessus, la manifestation "de Hue" du 16 octobre est venue rajouter une seconde couche en appelant les prolétaires à "faire pression" sur le gouvernement pour qu'il accepte les amendements. Hue pouvait parader ce jour-là en clamant que, grâce à la manifestation populaire, la loi était redevenue parfaitement votable. Il l'a donc votée.

Finalement, tous ces mensonges n'ont servi qu'à désorienter la classe ouvrière, attaquer sa conscience et à gagner du temps pour permettre à la bourgeoisie de généraliser son attaque. La classe dominante pourra ainsi continuer à justifier le développement de la flexibilité du travail face à des réactions de colère ouvrière en faisant croire qu'elle émane d'une "mauvaise application de la loi" ou de son "détournement" par des "patrons cupides". En conduisant à porter la faute sur tel ou tel "patron pourri", la bourgeoisie cherche à favoriser et à développer une vision corporatiste et localiste. Finalement, elle se donne les moyens de renforcer le saucissonnage des luttes, de disperser la riposte ouvrière. La perspective offerte par la bourgeoisie est celle des mobilisations syndicales dans des "journées nationales" stériles... "pour les 35 heures et l'amélioration de l'emploi".

En fin de compte, la bourgeoisie parvient ici à masquer les véritables responsables qui sont au coeur de cette violente attaque, ceux qui sont, main dans la main avec les patrons, ses véritables ennemis : le gouvernement et la gauche, l'Etat bourgeois et ses syndicats.

WH (20 octobre)

AFFAIRE PAPON

Un feuilleton contre la classe ouvrière

Jusqu'au dernier moment, Papon aura servi les intérêts de sa classe, la bourgeoisie. Y compris à son corps défendant, lorsqu'il a tenté d'échapper à la prison en allant se réfugier en Suisse et qu'il s'est finalement fait pincer. Dans le feuilleton mis en place par la bourgeoisie française depuis plusieurs années, il a tenu son rôle jusqu'au bout : celui du méchant. Un vrai méchant, comme au cinéma : non seulement il est complice de l'assassinat de plusieurs milliers de juifs sous l'occupation allemande (sans compter les centaines d'Algériens massacrés le 17 octobre 1961 par les hordes policières qu'il commandait), mais c'est un assassin sans remords, n'ayant jamais exprimé la moindre compassion pour ses victimes. Et pour couronner le tout, c'est un lâche qui fuit comme un vulgaire malfrat la justice de son pays. Il a même poussé le souci du détail en allant se planquer dans un hôtel de Gstaad, la station de sports d'hiver la plus huppée du monde, où il s'est fait cueillir avec les poches pleines de fric. Mais le feuilleton a un "happy end" ; comme l'a dit le président Chirac juste après que Papon ait été remis aux flics français par les flics suisses : "force est restée à la loi". Le méchant aura la punition qu'il mérite comme dans tout western ou polar de série B.

A propos de sa fuite, des bien-pensants (comme le journal *Le Monde*) ont évoqué des "complicités" dans l'appareil policier, voire l'existence de "réseaux". Peut-être Papon a-t-il cru pouvoir compter une nouvelle fois sur des protections. Le fait est qu'il a été lâché car, après toutes les années où la bourgeoisie lui a permis de se soustraire à la loi, cette fois, il était plus utile en prison qu'en cavale. Sinon, le spectacle n'aurait pas eu toute l'utilité que ses concepteurs lui assignaient. Il est même vraisemblable que Papon s'est fait piéger par les "amis" qui ont permis sa fuite afin que le scénario soit plus prenant et édifiant.

Quels "enseignements" fallait-il que "l'opinion publique" tire de cette mise en scène ? Ils sont importants pour la classe dominante :

- en pointant les crimes commis par les nazis et leurs complices, on essaie

de dédouaner les régimes "démocratiques" de leurs propres crimes ;

- en punissant un "criminel contre l'humanité" un demi-siècle après ses exactions, on "démontre" que dans le vertueux système "démocratique", la justice finit toujours par triompher ;

- en jetant en prison un ancien dignitaire (successivement haut fonctionnaire, préfet de police, PDG d'une grande entreprise et ministre), on accrédite le mensonge que "la justice est la même pour tous", un des mensonges les plus écoeurants de la bourgeoisie démocratique.

On comprend pourquoi tout ce spectacle avait comme cible principale les exploités, la classe ouvrière. Cette dernière est la seule force dans la société capable de renverser le capitalisme, ce système d'exploitation et d'oppression, responsable des guerres mondiales et de toute les barbaries qui ont fait du 20e siècle la pire époque de l'histoire humaine. Et un des principaux remparts de la classe dominante contre la menace prolétarienne, ce sont les mystifications démocratiques qu'elle est capable de maintenir dans la tête des exploités.

Dans ce scénario, il y avait un dernier message à destination du prolétariat : désormais, la Suisse ne sera plus la terre d'asile qu'elle a été par le passé, notamment pour les militants ouvriers (Lénine, par exemple, y est resté longtemps, particulièrement au cours de la première guerre mondiale). Aujourd'hui, c'est un homme de main de la bourgeoisie, un spécialiste de ses basses oeuvres, que le gouvernement suisse extradé. Mais demain, c'est avec la même logique, en s'appuyant éventuellement sur l'exemple de Papon, qu'il remettra à leurs bourreaux les militants ouvriers victimes de la répression démocratique. On comprend pourquoi Jospin l'a "remercié du fond du coeur". Comme elle le fit déjà pour Trotsky dans les années 30, la bourgeoisie, dès qu'elle se sentira à nouveau menacée par la classe ouvrière, fera du monde entier une "planète sans visa" pour les militants prolétariens.

Fabienne (22 octobre)

À PARAÎTRE

Fascisme et démocratie : deux expressions de la dictature du capitalisme

Selon la bourgeoisie, le fascisme constituerait une espèce "d'aberration historique", une manifestation des forces obscurantistes complètement étrangères au capitalisme et à son mode de vie "civilisé". Il serait à l'origine de la Seconde Guerre mondiale et c'est donc tout naturellement qu'elle lui fait endosser la responsabilité de la barbarie sans nom de ce conflit et de l'holocauste.

La réalité est toute autre. La propagande bourgeoise s'appuie sur les horreurs bien réelles du fascisme pour escamoter la responsabilité du "camp d'en face" dans les atrocités du deuxième conflit mondial. Ainsi, la nature de la Seconde Guerre mondiale, qui comme la première était un conflit impérialiste pour le repartage du monde, a-t-elle été travestie par les mensonges de la propagande bourgeoise

qui lui ont donné l'apparence d'un combat entre le "bien et le mal".

En mettant sous le boisseau les crimes des Alliés pendant ce conflit, la bourgeoisie cherche à innocenter le camp démocratique et à dédouaner le capitalisme de la barbarie sans nom dans laquelle ce système décadent plonge l'humanité depuis le début du siècle.

Le camp démocratique n'a, en vérité, rien à envier à celui du fascisme et aux horreurs des camps de concentration nazis, comme le révèle toute l'histoire de ce siècle. C'est ce que démontre notre brochure à paraître (disponible en décembre 1999 au prix de 30F) contenant, entre autres, des textes du mouvement ouvrier des années 20 et 30.

Pour toute commande, écrire à la B.P. de RI.

L'Etat : un instrument au service du capital, pas de la classe ouvrière

A quoi a servi la médiatisation des licenciements à Michelin en France, amplifiée par les déclarations de Jospin (voir *R/* n° 294, octobre 1999) ? A mettre en avant qu'il était inadmissible que l'Etat n'intervienne pas pour empêcher "les patrons des entreprises qui font des bénéfices de licenciement". A quoi a servi le battage autour de la catastrophe ferroviaire de Paddington en Grande-Bretagne ? A lancer une grande campagne contre les "excès" de la privatisation de l'économie, héritage des années "ultra-libérales" de Thatcher et Major. A quoi a servi la manifestation nationale du 16 octobre à Paris, animée par le P"CF et les gauchistes ? A pousser les ouvriers à descendre dans la rue pour réclamer que l'Etat intervienne davantage pour introduire "plus de justice sociale". Tous ces événements convergents ont permis de développer une campagne idéologique qui présente l'Etat comme un recours contre "les excès" du "libéralisme moderne" et une garantie contre les licenciements et les attaques antiouvrières. Ces attaques sont attribuées aux méfaits de la "mondialisation" dans la jungle actuelle de l'économie de marché et à l'arrogance des "méchants patrons", désignés comme la source unique de la misère grandissante de la classe ouvrière.

Un Etat "au-dessus des classes" ?

Ainsi, on nous dresse un tableau totalement inversé du mécanisme de l'exploitation capitaliste qui ne repose que sur un tissu de mystifications. D'abord, la présentation de l'Etat comme un juge suprême ou un simple arbitre au-dessus des classes et des antagonismes sociaux relève d'une fable pour enfants. Déjà, au siècle dernier, Marx avait pourfendu ce mythe mensonger en démontrant que, dans la société capitaliste, l'Etat n'est nullement un organe "neutre" au-dessus de la société mais qu'il s'agit d'un Etat de classe, un Etat bourgeois, un instrument entièrement au service de la bourgeoisie pour exercer sa domination sur l'ensemble de la société et sa répression contre le prolétariat. Alors qu'Engels écrivait sur l'Etat : "De tout temps, le but essentiel de cet organisme a été de maintenir et de garantir par la violence armée, l'assujettissement économique de la majorité travailleuse par la stricte minorité fortunée" (lettre à Ph. Von Patten du 18 avril 1883, Ed. 10/18), Marx et Engels, tirant les leçons de la tragédie de la Commune de Paris dans laquelle le prolétariat avait payé un lourd tribut de sang à cette illusion envers l'Etat bourgeois, en dégagèrent cette conclusion essentielle : la nécessité pour la classe ouvrière de combattre et de renverser cet Etat bourgeois les armes à la main parce qu'elle "ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'Etat et la faire fonctionner telle qu'elle est pour son propre compte." (Préface de 1872 au *Manifeste du Parti Communiste*, et la même idée est également présente dans *L'Adresse du Conseil Général de l'AIT* de 1871).

Un Etat "garant de plus de justice sociale" ?

Mais il serait plus inimaginable encore d'envisager sérieusement que l'Etat puisse aujourd'hui protéger les ouvriers et les préserver des licenciements. Alors

que c'est l'Etat qui a été responsable des grands plans de licenciements au nom de la restructuration industrielle dans les années 70 et 80 (sidérurgie, mines, etc.). Alors qu'il a supprimé des dizaines de milliers d'emplois ces dernières années dans les services publics comme la SNCF ou La Poste et qu'il continue à le faire dans la fonction publique elle-même. Dans les entreprises placées sous sa tutelle ou son contrôle, comme à la Régie Renault, c'est lui-même qui a programmé et avalisé les charrettes de licenciements qui se sont soldées par une réduction de plus de la moitié des effectifs de cette entreprise. Tous les grands Etats industrialisés ont également largement entrepris à l'heure actuelle la liquidation pure et simple des minima sociaux garantis (allocations chômage, retraites, santé, éducation, indemnités de licenciement), dont jouissaient naguère encore les prolétaires sous le masque de "l'Etat providence", tout en généralisant la flexibilité ou la précarisation de l'emploi. C'est l'Etat-patron qui est d'ailleurs le capitaliste le plus puissant qui exploite le plus grand nombre d'ouvriers dans chaque pays (de la fonction publique aux services publics).

Mais l'Etat bourgeois n'est pas seulement un exploiteur plus gros que les autres, il est surtout le représentant des intérêts du capital national comme un tout. C'est pourquoi aussi, si l'Etat ne garantit nullement une illusoire "justice sociale", il a par contre pour rôle explicite de garantir la paix sociale.

L'Etat a toujours eu comme fonction d'éviter que n'exploient les contradictions de la société et d'empêcher que celle-ci ne se déchire sous la pression de ses conflits internes sous-jacents. Lorsqu'il s'agit de l'Etat bourgeois, il le fait bien sûr afin de garantir la pérennité de l'exploitation capitaliste. Et si l'Etat-patron se distingue de n'importe quel patron privé (pour qui le problème essentiel est de tirer immédiatement le maximum de profits de ses salariés) et s'il fait quelquefois mine de vouloir "limiter les abus", ce n'est nullement par esprit de justice, mais bien pour éviter ou du moins contrôler au maximum le développement des conflits sociaux. Son appareil dispose pour cela d'un large éventail de manœuvres politiques lui permettant de jeter de la poudre aux yeux, voire de concéder ici ou là quelques miettes à tel ou tel secteur, afin de briser l'unité des luttes ouvrières.

Le capitalisme d'Etat, mode de vie du capitalisme décadent

Alors que le PC et la "gauche de la gauche" ne cessent de rabâcher que le "gouvernement devrait faire moins de concessions au patronat privé et qu'il se trouve pris en otage par les patrons", la réalité est exactement inverse : les Etats ne sont pas les instruments des entreprises, quelle que soit leur taille. Ce sont les monopoles, les banques, les grandes comme les petites entreprises privées qui sont contraints de se soumettre aux diktats de l'Etat et de servir le plus fidèlement possible ses orientations.

Depuis la fin du 19e siècle et la constitution du monde en nations impérialistes concurrentes, c'est précisément l'Etat qui se retrouve au centre de la vie économique du capitalisme. L'Etat devient la structure autour de laquelle

chaque capital national organise son combat, tant contre son ennemi irréductible, le prolétariat, que contre les autres capitaux nationaux, ses concurrents sur le marché mondial. Il devient l'instrument privilégié du pouvoir de la bourgeoisie dans le capitalisme décadent qui tend à contrôler l'ensemble de la vie économique et sociale de façon totalitaire. Le capitalisme d'Etat n'est pas une tentative de résoudre les contradictions de la crise du capitalisme, mais la manifestation même de ces contradictions. La pseudo-mondialisation actuelle n'échappe pas à cette contrainte. Les réalités du marché mondial imposent leurs lois, mais dans un cadre dominé par les vaines tentatives de chaque capital national de leur échapper et de faire en sorte que ce soient ses rivaux qui en fassent les frais. Le marché "mondialisé" ne crée pas un cadre de progrès ni d'unification, mais au contraire engendre toujours plus d'anarchie et de désagrégation. Le capitalisme est en proie à une crise permanente qui tend à désarticuler le marché mondial, soumis aux puissantes pressions d'économies nationales structurées par des Etats hypertrophiés.

La prétendue toute puissance des "multinationales" n'est qu'un leurre,

même si celles-ci tentent de défendre des intérêts particuliers qui peuvent entrer en contradiction avec celui de leur Etat national. Contre la vision d'un libéralisme triomphant, il faut rappeler qu'à la suite du krach boursier de 1907, s'érigent les lois anti-trusts aux Etats-Unis de 1912 qui aboutissent notamment à démanteler la Standard Oil, brisant le monopole des trusts qui se heurtent aux intérêts nationaux. Toujours aux Etats-Unis par exemple, la politique de New Deal dans les années 30 accentue les moyens de contrôle de l'Etat sur les grandes entreprises privées nationales pour les besoins impérialistes de l'économie de guerre. Cette politique capitaliste d'Etat se manifeste parallèlement sous sa forme la plus brutale dans les pays les plus faibles ou les moins bien lotis du point de vue impérialiste, prenant directement la forme de régimes totalitaires (fascistes, staliniens, régimes militaires). Les nationalisations ne sont qu'une autre des expressions de la nécessité de concentration économique aux mains de l'Etat. Mais, aujourd'hui, avec le capitalisme d'Etat "à l'occidentale" s'est opérée une véritable fusion entre le capital privé et l'Etat, de sorte que, globalement, au-delà des conflits et des contradictions

qui surgissent, ils agissent en cohérence dans la défense de l'intérêt national et sous l'égide totalitaire de leur Etat. C'est aujourd'hui l'Etat qui dirige et détermine le fonctionnement des grandes entreprises, même quand il n'en détient aucune action. C'est celui-ci qui réglemente les prix, les conventions collectives, les taux de production, les taux d'exportation, etc. C'est celui-ci qui conditionne les ventes (et détermine la survie) de nombreuses entreprises, en étant, dans la majorité des secteurs productifs, leur principal client. C'est lui qui oriente directement les fusions, les alliances des plus grosses entreprises, dans le cadre de sa stratégie impérialiste. C'est lui qui régit l'évolution du "libre marché" au gré de ses intérêts, à travers la politique fiscale, monétaire ou de crédit.

Ce sont les partis de gauche qui se font les porte-parole de cette mystification d'un Etat protecteur, garant de plus de justice sociale, d'autant plus volontiers qu'ils se retrouvent aujourd'hui à la tête de l'Etat dans la plupart des pays les plus développés. Mais ce serait une erreur de penser que c'est parce qu'ils sont le seul véhicule des mesures capi-

(SUITE PAGE 5)

PATRONAT ET GOUVERNEMENT SONT COMPLICES

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

couleur : "En 1995, LO était seul à demander l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, aujourd'hui nous sommes des dizaines de milliers à le demander, demain nous serons des millions à l'imposer". Une fois de plus il s'agit de dupes les prolétaires en leur faisant croire que l'intervention de l'Etat, par exemple à travers l'adoption de lois, pourrait leur être en quoi que ce soit favorable. Si l'Etat doit donner d'une main, c'est pour mystifier et prendre deux fois plus de l'autre, comme l'illustrent les lois sur les 35 heures. Pire encore, une telle revendication est un poison pour la classe ouvrière, un facteur de division de ses rangs, dans la mesure où, si elle légitime le refus de licenciements dans les entreprises qui font des profits, implicitement elle donne une certaine légitimité à ceux-ci dans les entreprises en difficulté.

Si la journée du 16 octobre contre le chômage a été un succès, comme ne manquent pas de le souligner ses organisateurs et les médias, ce n'est pas pour la classe ouvrière mais bien pour la bourgeoisie. En descendant dans la rue, les forces d'encadrement capitaliste ont participé à relancer les illusions sur la gauche et sur la possibilité que l'Etat puisse être le garant des intérêts de la classe ouvrière. De plus, cette manifestation aura participé à redonner du souffle au PCF, cette composante en déclin de la gauche plurielle mais dont la bourgeoisie ne peut cependant pas se passer, malgré la montée en puissance de l'extrême gauche. En effet, le nombre de manifestants que le parti stalinien reconverti a été capable de drainer (en ratisant large et en regroupant tout ce qui lui reste d'affiliés ou de proches aux quatre coins de France) est censé démontrer que le PCF conserve une puissance de mobilisation dans la rue.

Enfin, sans se désolidariser du gouvernement, il a fait la démonstration publique qu'il n'était pas identique au PS, en d'autres termes, qu'il était capable d'apporter quelque chose de spécifique à coloration ouvrière au sein de la majorité plurielle.

Le succès de la manifestation du 16 octobre s'explique par le fait que ses organisateurs n'étaient pas seulement le PCF et les gauchistes, mais bien l'Etat et le gouvernement qui en ont permis la plus large couverture médiatique. Elle était en réalité une manifestation ciblée contre le patronat en soutien à ce gouvernement, et ce ne sont pas les quelques tonalités du défilé gentiment critiquées à son égard qui y changeront quoi ce soit. Une illustration en a été donnée dès le lendemain par le vote au parlement, après acceptation d'un petit amendement du PCF, de la deuxième loi sur les 35 heures. Et, contrairement aux gesticulations hypocrites d'un Krivine, ce vote n'est pas une trahison de la manifestation du 16 mais bien sa conséquence directe.

Miner le terrain de la conscience et de la mobilisation massive de la classe ouvrière

Cette manifestation, loin de constituer un moment de mobilisation de la classe ouvrière, a été une grande manœuvre de la bourgeoisie pour anticiper, en y faisant obstacle, le développement d'une réflexion dans la classe ouvrière sur la vraie nature du PS et du PC. En particulier, la participation du PCF au gouvernement ne peut, à terme, que renforcer son discrédit dans la classe ouvrière alors que le parti stalinien est déjà, depuis longtemps, en perte de vitesse. En effet, la "méthode douce" du gouvernement ne suffit néanmoins pas

à faire avaler sans broncher les attaques à répétition qu'il assène comme en témoigne l'hostilité croissante dans la classe ouvrière à l'égard des 35 heures et le développement des conflits sociaux.

Les gesticulations de la gauche plurielle contre le patronat ont aussi une autre fonction : dissimuler qu'une fraction croissante de la classe ouvrière est prête à se battre contre les attaques, d'où qu'elles viennent. A cette fin, les médias organisent le mur du silence autour des luttes qui, par ailleurs, sont systématiquement et méthodiquement divisées et étouffées par les syndicats. Et lorsque les lycéens ou les étudiants sont poussés à "occuper la rue", c'est bien pour faire diversion aux vraies questions, et aux vrais enjeux de la situation actuelle. Alors que les manifestations de rue sont par excellence le terrain de la lutte ouvrière, celui où elle peut s'unifier par-delà les secteurs.

Face à la perspective d'une intensification inévitable de la combativité ouvrière, les syndicats se préparent à assumer leur rôle d'encadrement et de sabotage des luttes. C'est tout le sens du refus de la CGT de s'associer à la manifestation du 16 octobre, déclarant à cette occasion qu'un syndicat n'a pas pour vocation de soutenir une action politique, d'où qu'elle vienne. En effet, la CGT travaille ainsi à renforcer l'image de syndicat indépendant qu'elle tente de se donner, affranchie de la tutelle d'un parti stalinien encore repoussoir bien que défroqué. Lorsqu'à cette occasion la CGT déclare ne rien avoir à faire avec le gouvernement de la gauche plurielle, c'est pour demain être en mesure de radicaliser son langage face à ce même gouvernement, sans avoir à se dédouaner d'une quelconque complicité avec ce dernier.

B.

DE PADDINGTON A TOKAIMURA

C'est le capitalisme qui sème la mort

"La société bourgeoise moderne, qui a fait éclore de si puissants moyens de production et de communication, ressemble à ce magicien, désormais incapable d'exorciser les puissances infernales qu'il a évoquées."

Le terrible accident ferroviaire en gare de Paddington à Londres et celui du complexe nucléaire de Tokaimura au Japon sont venus confirmer de sinistre façon tout ce que ces lignes du *Manifeste Communiste* de 1848 avaient de profondément prophétique.

Paddington : la décomposition frappe au coeur du capitalisme

Mardi 5 octobre, un train express et un train de banlieue qui avait grillé un feu rouge sont entrés en collision frontale. Les deux trains ne sont bientôt plus qu'un amas de ferraille, de feu et de sang. Il faudra plusieurs jours pour retirer tous les cadavres des wagons calcinés. Au total, une centaine de morts. Tony Blair se dit "échoeuré", reprenant les mêmes mots qu'après l'accident de Southall deux ans plus tôt (7 morts), lié également au dépassement de ce même feu rouge, très peu visible. Les compagnies privées qui administrent le réseau et les trains sont montrées du doigt. La vérité, c'est que les lignes, effectivement vendues bout par bout par l'Etat, sont dans un état de vétusté inimaginable. Mais celui-ci n'est que le résultat de décennies d'abandon et d'économies de la part de l'Etat. Les compagnies privées qui époucent les subsides de l'Etat et essaient de tirer le maximum de profit durant leur bail d'exploitation ne font que se conformer à la logique économique déjà mise en place par l'Etat britannique de Thatcher, Major et... Blair ! Il est toujours bien temps de se lamenter après coup sur le manque de formation des conducteurs ou sur l'absence de dispositif automatique d'arrêt des trains, autant de choses beaucoup trop coûteuses, au même titre que l'éducation, la santé, etc., autres secteurs en voie de désagrégation !

Au 19e siècle, quand Marx écrivait *Le Capital*, le kilométrage de lignes de chemin de fer était un des principaux critères qui permettaient d'apprécier l'expansion du capitalisme. La Grande-Bretagne, pays de la révolution industrielle, était alors à la pointe du développement ; au 20e siècle, c'est le nombre de tués qui donne la mesure de la décomposition de ce mode de production.

Voilà pour les "puissants moyens de communication". Quant aux moyens de production, et à la base, de production d'énergie, c'est la même horreur.

De Tchernobyl à Tokaimura, le danger mortel de l'exploitation capitaliste du nucléaire

Jeudi 30 septembre, sur le site du centre expérimental de Tokaimura, à 135 km au nord-est de Tokyo, 16 kg d'uranium liquéfié (U-235 avec de l'acide nitrique) sont versés dans une cuve de décantation, au lieu de 2,4 kg, causant le dépassement de la "masse critique" nécessaire au démarrage de la fission de l'uranium, c'est le départ d'une réaction en chaîne qui va se poursuivre pendant dix-sept heures. Les trois employés effectuant cette manipulation sont mortellement irradiés. Pompiers, voisinage, ouvriers du site sont à leur tour soumis à de fortes radiations ou victimes des émanations de gaz radioactifs (iode) et, au total, une cin-

quantaine de personnes sont le lendemain hospitalisées, probablement condamnées à moyen terme. Le niveau de radiation à proximité de l'usine va monter jusqu'à 15 000 fois sa valeur normale. Vingt ans après l'accident de Three Miles Island (1) aux Etats-Unis, les autorités japonaises répètent exactement les mêmes consignes aussi stupides que cyniques : "restez chez vous, fermez vos fenêtres", "quand nous aurons plus d'informations nous vous le dirons". 300 000 personnes, dans un rayon de 10 km, vont ainsi rester calfeutrées pendant vingt heures, dans la plus complète incertitude, tandis que les 28 millions d'habitants de la mégapole de Tokyo croisent les doigts.

Comment une telle situation apocalyptique est-elle possible ? Le Japon, tant vanté pour sa haute technologie, doit utiliser des méthodes sophistiquées de manipulation ! Pas du tout : le transfert de l'uranium liquéfié se fait avec un vulgaire seau en inox ! Au moins, y a-t-il des normes internationales de sécurité ? Pour la galerie uniquement : la réalité, comme partout, c'est un manuel "alternatif", propre à la société privée, qui décrit les procédures pour gagner du temps. Les employés savent pourtant ce qu'ils font ? A quoi bon : "Les trois employés concernés auraient eu une expérience très limitée, voir nulle, de la fabrication du combustible" (2). Y a-t-il une enceinte de confinement ? Aucune : il faudra construire à la vitesse un mur anti-radiations fait de blocs de béton et de sacs de sable recouverts de fluorure d'aluminium. Des mesures d'urgence sont-elles prévues ? Non plus : il faudra attendre cinq heures après l'accident pour que les premières personnes soient évacuées et cinq heures de plus pour avertir la population. Est-ce une situation inédite ? Toujours pas : même si c'est le plus grave, il y a déjà eu six autres incidents nucléaires au Japon depuis 1995, dont deux à Tokaimura !

Dès le lendemain, les autorités japonaises assuraient que tout était redevenu normal (il était même possible de manger les légumes en les lavant convenablement !) et, depuis, la bourgeoisie internationale s'est faite remarquablement discrète sur les conséquences de cet accident. Quid de la récupération des matières radioactives et des éléments contaminés ? Quid des conséquences sur la santé des milliers de personnes aux alentours du site exposées pendant des heures à des radiations anormalement élevées ?

Ce mutisme n'est pas surprenant. Le formidable développement de l'industrie atomique, civile ou militaire (3), pure expression de l'impérialisme et de l'irrationalité de la décadence du capitalisme, a toujours fait l'objet d'une grande "discrétion". Le cas de Tchernobyl (26 avril 1986) est édifiant : l'accident a été connu quand de forts taux de radioactivité ont été décelés... en Suède, l'URSS gardant le silence deux jours de plus ! En France, on se souvient que les autorités soutenaient mordicus que le nuage de particules radioactives avait miraculeusement épargné notre beau pays ! Quant aux conséquences réelles, systématiquement minimisées, elles ne sont même pas l'objet d'évaluations sérieuses. Neuf millions de personnes ont été exposées, notamment les 600 000 "liquidateurs" (les sacrifiés qui repoussaient les débris dans le coeur du réacteur pendant un laps de temps compris entre vingt secondes et une minute). Ce sont 160 000 km² qui ont été irradiés au point que le sol même pour-

rait être considéré comme un déchet radioactif. L'Ukraine connaît un taux de cancers de la thyroïde de 15 à 30 fois supérieur à celui des pays occidentaux. Enfin, seule l'absence de données statistiques fiables ne permet pas d'être catégorique sur les nombreux cas de mutations dégénératives et de malformations enregistrés.

C'est en fait toute la chaîne nucléaire qui est un danger permanent : de l'extraction (mines d'uranium dans les pays sous-développés) au devenir des déchets en passant par le transport ferré ou naval de combustible (le MOX notamment, mélange uranium-plutonium particulièrement instable dont le Japon est si friand et qui est produit par la France et la Grande-Bretagne). Le cas du "stockage" ou du "retraitement" des déchets montre à quel point le capitalisme, borné par sa recherche de profit, ne voit que sa rentabilité immédiate : après avoir déversé pendant des années des fûts dans des fosses marines ou des fractures terrestres, les sites de stockage actuels sont notoirement insuffisants pour recueillir tous les déchets produits. Les entrepôts existants (qui se fissurent régulièrement, comme au Japon) sont d'ores et déjà des sites polluants, alors que les produits entreposés ont une durée de vie de plusieurs millions d'années !

Partout, la même décomposition... et les mêmes mensonges

La bourgeoisie exploite ses propres manifestations de décomposition pour polluer la conscience de la seule force

capable de s'opposer à sa logique destructrice : la classe ouvrière. Mais dans le cas de la Grande-Bretagne et du Japon, elle ne peut nous resservir sa litanie condescendante sur l'arriération technologique et la gabegie de pays "sous-développés" comme pour l'URSS, l'Inde, etc. C'est pour cela que la bourgeoisie parle tant "d'erreur humaine", pour cacher les causes sociales. Les éléments avancés plus haut montrent au contraire à quel point ces accidents sont directement le produit des conditions économiques de production et du délitement de la société capitaliste : "L'approfondissement de la crise économique mondiale [...] va aggraver la compétition et les rivalités nationales ; cela signifie que chaque entreprise, chaque pays, agira avec encore plus d'irresponsabilité dans la folle bousculade pour la survie économique ; (...) la tendance dominante sera de jeter par la fenêtre les contrôles de santé, de sécurité et de pollution." (4) On est donc assuré qu'il y aura bien d'autres catastrophes, "humaines" ou "naturelles", où la bourgeoisie ne manquera pas de verser ses larmes de crocodiles. Celle-ci a toujours fait preuve du plus grand mépris pour les vies humaines, décimant sans vergogne des millions de personnes par la guerre, la famine ou directement sur le lieu de travail. Il lui faut donc une dose incroyable de cynisme pour faire porter le chapeau et culpabiliser les ouvriers qui sont toujours les premières victimes du délabrement de son système. Et pour ceux qui ne seraient pas totalement désespérés par la vision cauchemardesque qu'en renvoie la bourgeoisie, elle

TCHETCHENIE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

clair, de répondre aux poussées vers un nouvel éclatement des restes de l'ex-URSS. D'ailleurs, cette fois-ci, Moscou a tiré les leçons de sa défaite de 1996 et se contente pour le moment de ne chercher à contrôler qu'une partie du pays, celle où se trouve Grozny, pour s'y installer à long terme avec un gouvernement fantoche tout prêt et à la botte d'Eltsine.

Il s'agit aussi pour la Russie de garder autant que possible la mainmise sur une région qui lui est vitale stratégiquement. Parce que la Tchétchénie se trouve au centre d'une ligne, encore à peu près sous contrôle de la bourgeoisie russe, allant de la mer Noire à la Caspienne, qui est pour elle à la fois une frontière défensive et surtout une de ses rares voies d'accès "traditionnelles" vers la Méditerranée et les mers du Sud. Laisser la Tchétchénie indépendante faire sa propre politique représenterait un recul sur cette voie, même si elle est de plus en plus hypothétique, et un coin enfoncé dans la ligne de défense russe.

Mais l'intérêt de cette nouvelle guerre tchétchène se trouve encore dans la nécessité de garder la main sur le pétrole et son acheminement par l'oléoduc venant des installations pétrolières du Caucase et traversant la Tchétchénie. Garder le contrôle de ce pétrole est de la plus haute importance pour Moscou qui en a besoin pour ce qui lui reste d'économie et d'armée mais surtout du point de vue stratégique-militaire et pour préserver une certaine indépendance à ce niveau. En effet, la perte de ce contrôle risquerait de voir les grandes puissances, dont les Etats-Unis au premier

chef pour bloquer la montée de l'Allemagne dans la région, en profiter pour répondre à l'incapacité russe en mettant la main sur le gâteau caucasien.

La complicité des grandes puissances

Il est certain que les grandes puissances occidentales, en particulier européennes, se disputeraient volontiers avec la Russie cette part du gâteau que constitue le Caucase et ne pourraient voir que d'un bon oeil les difficultés de l'impérialisme russe dans cette région. Lors des guerres entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au début des années 90, on avait ainsi vu l'Allemagne, au coude à coude avec la Turquie, tenter de se frayer discrètement une voie et consolider des appuis dans cette région. Cependant, il n'est pas non plus dans l'intérêt de ces mêmes grandes puissances, Etats-Unis et pays d'Europe, de laisser s'effilocheur la CEI et contribuer à une nouvelle phase d'éclatement de l'empire russe. C'est pour cela que, malgré les hypocrites et stériles déclarations de leurs hommes politiques, les bourgeoisies développées n'ont pas dans l'immédiat l'intention de se mêler de ce que Clinton appelait déjà en 1995 "une affaire intérieure russe." Revenant dernièrement d'une mission de "médiation" à Moscou, le commissaire aux affaires étrangères européen constatait d'ailleurs laconiquement que la Russie n'était pas du tout "décidée" à accepter une intervention étrangère, ne serait-elle que diplomatique.

Ce qui "choque" en revanche la sensibilité des dirigeants du monde "civi-

se charge de leur fournir des alternatives bidons au travers des "verts" et fractions de gauche qui plaident pour un capitalisme "propre", soucieux des personnes, contrôlé, rationnel, etc., bref un capitalisme totalement imaginaire.

Dans une période de décomposition avancée où la classe dominante perd de plus en plus le contrôle des "puissances infernales" de son propre système social, le prolétariat a la responsabilité de détruire le capitalisme avant que celui-ci ne détruise l'humanité. Ce n'est que dans une société communiste où il exercera un contrôle conscient de ses forces productives, où il pourra élaborer "un plan de vie pour l'espèce humaine" (Bordiga), que l'homme sera réellement maître de son existence. Tant que durera le capitalisme, cette existence restera dangereusement aléatoire.

BTD (20 octobre)

(1) Voir *R/n*°61, "Nucléaire : le cynisme des marchands de mort".

(2) *Le Monde* du 6 octobre 1999.

(3) Il ne faut pas oublier les centaines d'explosions nucléaires pour essais militaires en atmosphère libre ou sous terre depuis la Seconde Guerre mondiale, ainsi que les tests "grandeur nature" effectués sur des populations pour étudier les effets des radiations.

(4) Voir la *Revue Internationale* n°63, "Mensonges et vérités de l'écologie : c'est le capitalisme qui pollue la terre".

lisé", c'est la méthode. Non pas les meurtres de masse, les bombardements massifs, les exactions de toutes sortes contre la population, et d'autant moins qu'ils sont encore tout frais de la boucherie sur les populations serbe et kosovare, mais que cela se voit. Ainsi, Clinton conseillait-il dès le déclenchement de la guerre à Eltsine de "faire moins voyant". La bourgeoisie française, elle non plus, n'est pas livrée de conseils à l'égard de sa consœur russe et c'est par la voix de son ministre de l'intérieur, un connaisseur, qu'elle sussure au creux de son oreille de "faire attention à la façon dont les choses sont perçues". Et c'est avec lui tout le concert unanime des ministres de l'intérieur et de la justice du G8, c'est-à-dire la fine fleur de la répression bourgeoise internationale, réuni à Moscou en pleine horreur guerrière sur le thème de la "criminalité transnationale", qui se tâte pour faire avaliser l'intervention russe par une opportune résolution contre le "terrorisme international" demandée par la Russie.

Le cynisme de cette classe de gangsters est décidément sans bornes. Ce sont eux les terroristes et les criminels, la planète est rouge des massacres qu'ils perpètrent sans vergogne au nom de "l'humanitaire", de la "démocratie" ou encore, pourquoi pas, de "l'anti-terrorisme". Tout leur est bon dans cette fuite générale dans le chaos et la destruction. Car ce n'est pas que la Russie qui tente d'échapper à sa propre déliquescence mais le monde capitaliste dans son entier.

KW (22 octobre)

AFRIQUE DU SUD

Les ouvriers en lutte contre les mesures d'austérité de l'ANC

En 1990, à peine quelques mois après l'effondrement du bloc de l'Est, la bourgeoisie sud-africaine libérait Mandela, ce chantre de l'anti-apartheid, qu'elle avait gardé au chaud en prison pendant une bonne partie de sa vie. Dans l'euphorie de la "victoire de la démocratie" sur le "communisme", cet évènement était venu comme une preuve de plus du prétendu "nouvel ordre mondial" dont on nous annonçait l'arrivée. La fin de la politique d'apartheid en 1992 puis l'arrivée au pouvoir, en 1994, avec l'ANC, de ce défenseur acharné des "droits de l'Homme" et de l'antiracisme avaient relancé tout un battage en faveur des régimes démocratiques. On le vit alors reçu en grandes

L'été dernier, l'Afrique du Sud a été secouée par la plus grande vague de luttes depuis que l'ANC est arrivée au pouvoir en 1994. Avec une croissance économique stagnante à 0,6%, un taux de chômage tournant autour de 30%, et une inflation à 7,3%, la nouvelle administration de l'ANC conduite par Thabo Mbeki s'est engagée à la "discipline fiscale", ce qui ne peut que signifier des attaques contre les conditions de vie et de travail du prolétariat.

La classe ouvrière supporte en fait des attaques très lourdes. Alors que 350 000 nouveaux travailleurs arrivent sur le marché du travail chaque année, ce sont davantage d'emplois encore qui sont supprimés dans le même temps. Entre 1996 et 1999, 365 000 emplois non agricoles ont été supprimés. Entre 1997 et 1999, 150 000 emplois dans les mines ont ainsi disparu, sans compter les

28 000 suppressions prévues pour les deux mois à venir. Au cours de la même période, 11 000 emplois industriels, 22 000 dans le textile et l'habillement et 110 000 dans la construction ont subi le même sort, tout comme, pour la période 1998-99, 110 000 emplois dans les services et le secteur des transports, et 10 000 dans les finances. Et la situation va continuer à se détériorer avec l'approfondissement de la crise.

Si la récente campagne électorale a servi à dévier le mécontentement des ouvriers vers le faux terrain de la "démocratie", la colère contenue s'est exprimée très rapidement après la victoire décisive de l'ANC. A la fin du mois d'août, une grève de deux semaines suivie par 26 000 employés des Télécom et des services postaux a permis d'obtenir une augmentation des salaires de 8%. Le mois de juillet a vu se

dérouler des grèves dures impliquant 4 500 ouvriers de la mine d'or d'Oryx. L'agitation s'est poursuivie au mois d'août avec 12 000 mineurs en grève pendant deux semaines contre les coupes salariales résultant de l'effondrement du prix de l'or. Les propriétaires des mines concédèrent une augmentation de salaire de 8%. A la mine d'argent Columbus à Middleburg, 500 ouvriers se sont mis en grève le 12 juillet et 150 ont été arrêtés. Il y a aussi eu des grèves chez les travailleurs du rail, du textile et à Volkswagen.

Mais ce sont au cours des deux jours d'arrêt de travail appelés par les syndicats du secteur public à la fin du mois de juillet que se sont déroulées les grèves les plus importantes, et de loin. Celles-ci impliquèrent jusqu'à 300 000 enseignants, employés de la santé et d'autres encore, sur des revendications de 10%

d'augmentation de salaire. L'ANC offrait initialement 5,7% et puis concéda jusqu'à 6,8%, mais, avec une inflation de 7,3%, cela impliquait encore une perte de salaire. Après deux semaines de négociation avec les syndicats, l'ANC a renié les accords passés et imposé unilatéralement les coupes de salaire. La "réponse" des syndicats a été d'appeler à une journée de "protestation" le 24 août qui vit un demi-million de travailleurs dans la rue. Jusqu'à 30 000 manifestants à Pretoria et, au Cap, 10 000 manifestants paralysèrent le centre-ville. Il y a eu aussi des manifestations et des meetings de masse à Bloemfontein, Nelspruit, Pietersburg, Mafikeng, Durban et Bisho.

Bien que ces grèves aient montré la profondeur de la colère dans les rangs ouvriers, les syndicats ont une fois de plus fait tout ce qu'ils pouvaient pour

diviser les ouvriers et contrôler leur résistance aux attaques économiques. Les trois syndicats du secteur public qui ont appelé aux deux jours de grève en juillet sont affiliés à la COSATU, la plus importante des deux principales fédérations syndicales. L'autre grande fédération syndicale est la FEDUSA. "L'Association des Fonctionnaires", essentiellement composée de blancs, organisait, au début du mois d'août, un jour de grève qui a favorisé la division du secteur public et l'enfermement de ces employés derrière leur propre syndicat. Dans les mines, il semble que le NUM ait provoqué les patrons de manière à ce que ceux-ci sanctionnent des représentants officiels de la base syndicale. Dès lors, l'appel à la grève pouvait ainsi être effectué contre cette mesure plutôt que sur des mots d'ordre communs. La CWU a attisé les dissensions entre travailleurs de la Poste et des Télécom pour les diviser, et a utilisé d'autres tactiques comme la grève du zèle ou la grève perlée pour éviter d'appeler tout le monde dans le mouvement.

Pour l'instant, il semble que la tactique de pompiers sociaux des syndicats ait fonctionné et qu'ils aient la situation sous contrôle. Mais l'existence même de ces grèves est significative. Les attaques économiques de l'ANC vont aider à dissiper les illusions que beaucoup d'ouvriers ont vis-à-vis des gouvernements "populaires", dans le nationalisme noir et dans la démocratie. L'ANC fait partie du camp bourgeois et sera de plus en plus perçue de la sorte. Elle s'est montrée un ardent défenseur du capitalisme et n'aura de cesse d'attaquer les ouvriers, quelle que soit la couleur de leur peau. Les syndicats, quant à eux, continuent à radicaliser leur image. Lors de son récent congrès, le président en place du COSATU a attaqué le gouvernement pour avoir imposé au secteur public son offre sur les salaires. Il a été immédiatement critiqué par le président de l'ANC, Patrick Lekoba, disant qu'il y avait "une odeur de manque de discipline révolutionnaire, en particulier alors que de telles opinions n'ont jamais été exprimées au sein du mouvement". Il a ajouté que les griefs à l'encontre du gouvernement devraient être exposés en privé au sein de l'alliance entre l'ANC, le COSATU et le Parti Communiste d'Afrique du Sud (SACP). Lekota a aussi suggéré que les querelles publiques entre le gouvernement de l'ANC et le COSATU ne pourraient que jeter la confusion au sein de la base qui les soutient. Aucune rupture de l'alliance tripartite ou critique du gouvernement ne furent non plus opposées par le secrétaire général du SACP, Blade Nzimande : "L'alliance reste le seul véhicule pour prendre en charge la transformation de notre pays. Abandonner l'ANC reviendrait à se retrouver d'accord avec ceux qui essaient de faire passer l'ANC comme une organisation conservatrice et élitiste." C'est justement parce que les ouvriers commencent à percevoir l'ANC comme une organisation "conservatrice, élitiste" (c'est-à-dire bourgeoise) que les syndicats ont été amenés à prendre leurs distances vis-à-vis d'elle. Mais c'est l'alliance tripartite dans son ensemble, de l'ANC, des syndicats et du PC (avec toute une pléthore de groupes gauchistes plus radicaux) qui agit comme une digue contre le flux de la lutte de classe.

D'après World Revolution n° 227, septembre 1999, organe du CCI en Grande-Bretagne

L'ETAT : UN INSTRUMENT AU SERVICE DU CAPITAL

(SUITE DE LA PAGE 3)

talistes d'Etat. Celui-ci étant l'expression des besoins universels et des intérêts les plus généraux du capitalisme en crise, la politique capitaliste d'Etat est une obligation mise en oeuvre par tous les gouvernements bourgeois, qu'ils soient de droite ou de gauche. Un des exemples les plus édifiants, c'est qu'en 1991, le gouvernement américain républicain de George Bush adepte du "libéralisme économique" à tout crin n'a pas hésité à faire voter par le Congrès une allocation de 70 milliards de dollars sur les fonds fédéraux pour renflouer plusieurs grandes banques menacées de faillite. En réalité, dans les pays capitalistes les plus développés, c'est l'Etat lui-même qui décide de soutenir ou pas, de privatiser ou de nationaliser des entreprises comme des secteurs entiers au gré d'intérêts purement conjoncturels.

Par contre, les fractions bourgeoises de gauche sont les expressions les plus affirmées et décidées de cette orientation capitaliste d'Etat. Cela pour plusieurs raisons : d'abord, en tant que partis devenus bourgeois au cours du 20e siècle, elles sont l'expression directe des besoins de l'Etat en période de décadence et tendent à exprimer les intérêts les plus généraux du capital national, au-delà de tous les clivages d'intérêts particuliers. Ensuite, en tant qu'anciens partis ouvriers, ils sont les plus à même de mystifier spécifiquement les ouvriers en faisant passer cette intervention de l'Etat pour des mesures socialistes ou du moins plus sociales en faisant croire que l'Etat se dresse contre les patrons privés. En même temps, ils sont les plus aptes à déboussoler les ouvriers pour mieux leur faire accepter la "logique" capitaliste. Ainsi, quand ils clament que le seul scandale, c'est que des entreprises prospères et bénéficiaires licencient, ils tentent de faire

accepter comme quelque chose de "juste" le sacrifice des licenciements quand une entreprise est au contraire déficitaire. C'est d'ailleurs également au nom des déficits de l'Etat lui-même que les gouvernements justifient les coupes dans les budgets sociaux ou les suppressions d'emploi dans le secteur public.

Enfin, dans la décadence, le rôle de garant de la paix sociale de l'Etat a pris une ampleur d'autant plus grande que les contradictions du capitalisme sont devenues bien plus explosives. En même temps qu'il étend son contrôle sur les rouages de l'économie, l'Etat tend à contrôler également tous les

aspects de la vie sociale, afin de maintenir l'ordre qui conditionne le maintien en vie de la société capitaliste et de son système d'exploitation. C'est ainsi, notamment, que l'Etat a happé et intégré dans son propre appareil les anciennes organisations de défense des ouvriers, les syndicats, pour les utiliser comme instruments du maintien de l'ordre vis-à-vis de la classe ouvrière. Le rôle fondamental de ces syndicats au service de l'Etat devient celui d'assurer le maintien des luttes ouvrières dans des limites où elles ne puissent remettre en cause le système d'exploitation. Ils sont le principal moyen pour l'Etat de lutter contre la tendance du développement

des luttes prolétariennes à prendre un caractère politique de remise en cause du système.

A terme, l'Etat bourgeois ne peut que se dévoiler comme le pire ennemi de la classe ouvrière, que révéler sa fonction de défenseur par excellence du capital national et de l'exploitation capitaliste. Dans le développement de son combat de classe, le prolétariat sera inévitablement confronté à la nécessité de s'affronter à l'Etat bourgeois - à ses syndicats et à ses flics- qui sera toujours le bras armé de la répression de ses luttes et l'ultime défenseur du capitalisme.

CB

Quand des experts bourgeois reconnaissent des parcelles de vérité

S'il est une analyse que le discours dominant, de gauche ou de droite, élève au rang de vérité universelle, c'est bien celle selon laquelle la vague libérale des années 80 serait venue battre en brèche le rôle de l'Etat dans la société. Toujours selon cette même interprétation que superficiellement la réalité semblait confirmer, c'était désormais le capitalisme privé et la libre entreprise qui déterminaient la réalité économique et sociale des nations. Le phénomène dit de mondialisation, c'est-à-dire la capacité des principales puissances industrielles de résister aux tendances protectionnistes face à l'aggravation de la crise économique mondiale, à travers le maintien et même l'élévation du niveau du commerce mondial (contrairement à ce qui s'était passé dans les années 30), allait à son tour être vu comme la généralisation et la systématisation de cette tendance à l'échelle

internationale. Pour certaines idéologies de gauche ou de droite, celle-ci était même facteur de dilution des Etats nationaux. Lorsqu'à contre-courant de ces sottises il se trouve un économiste, que l'on ne pourra pas soupçonner de sympathie pour le marxisme (Jonathan Story, professeur d'économie politique internationale à l'Institute, la Business School de Fontainebleau) qui, en toute innocence et sincérité, vient contredire cette belle unanimité, nous nous devons de le citer largement. Le journal *Le Monde-Economie* du 19 octobre, dans un article intitulé "C'est la politique qui conduit l'économie mondiale et non l'inverse" lui pose la question suivante : "La bonne santé de l'économie américaine n'est-elle pas due à la capacité d'innovation des entreprises plutôt qu'au rôle de l'Etat ?". Jonathan Story répond : "Bien sûr, les entreprises jouent un rôle majeur dans

le développement des technologies, de l'innovation. Mais Internet, déjà connu dans les années 60, a été lancé sur le marché privé par le Pentagone à la fin des années 80. C'était une façon pour l'Etat américain de contribuer à la croissance après la fin de la guerre froide. Bien sûr, maintenant, ce sont les entreprises qui font des choix individuels. Mais avec une forte présence des autorités gouvernementales. La présence du gouvernement est indirecte. Depuis les années 80, le Pentagone s'est converti en une sorte de ministère de l'industrie, [souligné par nous] de MITI ! A cette époque, on se demandait comment contrer la menace économique japonaise. Une réponse a été de disperser des budgets en faveur des technologies duales, avec le support des universités qui ont toujours produit une excellente recherche, financées par les entreprises et par l'Etat."

D'après World Revolution n° 227, septembre 1999, organe du CCI en Grande-Bretagne

Salut aux internationalistes de Russie et d'Ukraine !

La gravité des événements au Kosovo, qui ont ramené la guerre en Europe pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a exigé une prise de position claire des révolutionnaires. Il s'agissait à cette occasion de défendre avec énergie les positions internationalistes, en réaffirmant que le prolétariat n'a aucun camp impérialiste à défendre, quel qu'il soit.

Pour faire entendre cette position révolutionnaire, le CCI a diffusé un tract international dans 13 pays et a tenu des réunions publiques dans un grand nombre de villes. De plus, il a tout fait pour que les révolutionnaires parlent d'une seule voix en lançant un *Appel aux groupes de la Gauche communiste internationale* (voir *Révolution Internationale* n°291, juin 1999).

Dans le cadre de cette mobilisation politique, des sympathisants, notamment en Australie et au Canada, ont également diffusé notre tract. Mais aussi, en Russie et en Ukraine, des contacts de différentes origines ont pris l'initiative de le reproduire. A Moscou, il a ainsi été traduit, reproduit et diffusé intégralement. En Ukraine, le Parti Marxiste Ouvrier (pour qui l'ex-URSS existait sous la forme d'un capitalisme d'Etat) en a publié de très larges extraits en éditorial du numéro 4 de son journal *Left Turn*. Si nous en reproduisons ici le fac-similé, c'est parce qu'il est un témoignage vivant du fait que les idées révolutionnaires resurgissent dans les pays de l'Est, malgré plus de 60 ans de contre-révolution et le laminage du prolétariat pendant toute cette période. L'existence de tels documents est donc d'une importance fondamentale pour le prolétariat et les révolutionnaires du monde entier. Nous saluons leur existence.



Натовские бомбардировки Югославии
КАПИТАЛИЗМ - ЭТО ВОЙНА
ВОЙНА КАПИТАЛИЗМУ!

Снова Югославия предана огню, залита кровью. Но сегодня речь уже не идет о «метастатическом» столкновении, которое не прекращалось с 1991 года, не в последнюю очередь из-за того, что великие державы поддерживали, в том числе и оружием, ту или иную националистическую клику.

Сегодня именно «демократические» страны, объединившиеся в НАТО, развязывают войну против населения Сербии, Черногории и Косово. Ибо не следует заблуждаться: бомбы поражают не только военные объекты. Есть солдаты, которых не спрашивают, хотят ли они воевать, рабочие и крестьяне в униформе. Есть гражданское население, женщины, дети, старики, живущие, к несчастью, поблизости от военных баз, оборонных предприятий или нефтеперерабатывающих заводов, то есть, в основном, семьи рабочих. Есть бесприютные и запуганные люди, достигшие тысяч покидающие свою родину.

Капиталистический «порядок» еще раз показал свое истинное лицо, лицо варварства, которому нет названия, когда чудеса технологии сверхдержав «цивилизованного» мира поставлены на службу смерти и разрушению.

Развязаны иллюзии о новой «эре мира», которую сулили нам после распада Восточного блока! Истечение этого так называемого «социалистического» блока и окончание «холодной войны» не положили конец вооруженным конфликтам. Напротив, после 1989 года кровопролитие не прекращается, военная напряженность только усиливается: в Ираке, бывшей Югославии, республиках бывшего Советского Союза, на всем африканском континенте, в Афганистане, Индии, Пакистане и т. д.

«Новый мировой порядок», которому так ратовали демократические страны после распада Восточного блока, на деле представляет с собой сегодня кровавый хаос в самом сердце Европы.

Мировой капитализм, какую бы форму он не принимал, «демократическую» или «голландскую», ведет к войне.

МИЛОШЕВИЧ, КЛИНТОН И ИМ ПОДОБНЫЕ - ВСЕ ОНИ БАНДИТЫ И УБИЙЦЫ!

В январе 1991 года, во время паубной операции «Буря в пустыне» в Персидском заливе все правительства западных стран современной демократии завалили нам, что ведут «хирургическую» войну ради защиты «международного права» и уничтожения «блудящего мясника ЛИЦЕМЕРНЫЕ НЕГОДНИ!

В этой «хирургической» войне погибли сотни тысяч человек, и вилоть до сегодняшнего дня гражданское население страдает от последствий этой ужасной резни, в то время как Саддам по-прежнему полновластный диктатор Ирака. Утверждают, что борются с «диктаторами»: для этого бомбят и морят голодом людей, которых эти диктаторы угнетают.

DIX ANS APRES L'EFFONDREMENT DU STALINISME

(SUITE DE LA PAGE 8)

plus militarisées du monde, à l'instar d'autres comme au Moyen-Orient, en Afrique ou en Asie. Les grandes puissances s'y font face, promptes à s'appuyer chacune sur leur pitbulls respectifs, milices ou bandes armées locales à leur solde, pour régler leurs comptes. Quant aux "dividendes de la paix", ils peuvent attendre les calendes grecques ! C'est soumis à la logique du capitalisme que les grandes puissances n'arrêtent pas, au service de leur influence dans la région, d'encourager la renaissance d'antagonismes ethniques séculaires. Cette guerre, tout comme celles qui déchirent l'ex-URSS en Tchétchénie, au Daghestan, en Afrique ou encore au Timor-Oriental, met à nu que le capitalisme c'est la guerre. "D'harmonie" entre les nations prédite en 1989 par les chantes du système, il ne peut être question. La seule loi, c'est celle du chacun-pour-soi pour conserver ou accaparer les zones d'influence et chasses-gardées qui étaient une des caractéristiques de l'impérialisme lors de l'existence des deux blocs impérialistes. Ainsi, la barbarie, le rapport de force militaire, la déstabilisation incessante que TOUTES les puissances déclenchent les unes envers les autres règnent en maître répandant la souffrance, la mort, les massacres sans états d'âme.

Le capitalisme en faillite

Et qu'en est-il des "dividendes" de la fin de la guerre froide sur le plan économique promis par la bourgeoisie ? Où est la prospérité économique promise, la "fin des sacrifices", quand les plus grandes entreprises elles-mêmes, les secteurs dits de pointe licencient en masse ? Selon l'OIT, en 1996, la population au chômage complet ou sous-employée atteignait déjà le seuil du milliard de personnes. Où est le "partage de la croissance", quand la misère de la classe ouvrière s'accroît sans cesse, que ses conditions de vie deviennent encore plus insupportables, que la précarité de ses conditions de travail augmente toujours plus, permettant au capital d'exploiter à fond les ouvriers selon ses besoins ? C'est ainsi que se sont développés de façon gigantesque pendant les années 1990, le sous-emp-

ploi, le chômage bien sûr, et les politiques de réduction des indemnités diverses et prestations sociales ainsi que la baisse nominale des salaires, etc. Cette réalité ne dément pas seulement les promesses de "prospérité pour tous", elle n'est qu'un révélateur de quelque chose de plus profond : la faillite du système capitaliste comme un tout.

Dès l'effondrement du prétendu "monde communiste", la bourgeoisie s'enthousiasmait devant le "nouvel Eldorado" qu'allait paraître représenter les marchés à l'Est. Où sont-ils ces pseudo-marchés mirifiques qui devaient pousser comme des champignons sur les territoires "libérés" de l'ancien bloc russe ? Le délabrement complet de l'infrastructure industrielle et l'anarchie des transports rendaient d'emblée absurde une telle perspective : la Russie a perdu, entre 1989 et 1997, 70%, de sa production industrielle !

Non seulement la "libération" des économies d'Europe de l'Est n'apporta pas le second souffle promis à l'économie mondiale, mais au contraire, l'histoire a montré que l'effondrement des Etats stalinien n'était bel et bien que celui d'un des pans du système capitaliste mondial, et qu'il n'était qu'un symptôme de la maladie incurable de ce système mondial. Il ne faisait qu'annoncer l'inéluctabilité d'autres violentes secousses économiques et sociales.

La récession de 1991-93 a montré que la fuite en avant dans le crédit est chaque fois moins capable de relancer efficacement la production, le cas du Japon est "exemplaire" à ce niveau. Tous les secteurs qui avaient échappé à la crise sont touchés à leur tour - informatique, télécommunications, armement, système bancaire. L'impossibilité pour les capitaux de s'investir en masse dans les secteurs productifs, a entraîné la spéculation débridée et cette tricherie permanente avec les lois du système ne fait qu'augmenter chaque jour un peu plus sa fragilité. Le capitalisme en crise est devant la menace permanente de réactions en chaînes, provoquant des ravages économiques et sociaux tels ceux qui se sont produits en Asie du Sud-Est. En 1997, les fameux "tigres" et "dragons" asiatiques, qu'on nous avait présentés comme des

économies "pionnières", manifestant la "nouvelle jeunesse" du capitalisme faisaient faillite avec fracas. La lame de fond atteignait ensuite le Brésil, le Venezuela et à nouveau la Russie.

Dans le même temps, la légendaire "santé économique" des "vieux modèles" - allemand, japonais, suédois, suisse - s'écroulait. Face à la crise, la classe dominante s'efforce en permanence de repousser vers les zones périphériques du globe les conséquences des contradictions de son système, et c'est là que, pour le moment, celles-ci éclatent le plus spectaculairement sous forme d'effondrements de pans entiers de l'économie. Elle ne peut cependant pas empêcher la crise de revenir régulièrement frapper au coeur-même du système avec chaque fois plus de violence et de dégâts.

Une seule réponse : la lutte de classe et la perspective du communisme

En présentant l'effondrement du stalinisme comme celle du communisme, la classe dominante cherchait évidemment d'abord à cacher que cet événement n'était qu'une des manifestations de la faillite du capitalisme lui-même. Mais surtout, elle s'est évertuée à crier sur tous les tons qu'il s'agissait de la faillite de toute perspective de renversement révolutionnaire de son système, voire de la "fin de la lutte des classes".

En apparence, la réalité immédiate, surtout dans le début des années 90 a semblé lui donner raison. Comme nous l'avions prédit à l'époque, les événements de 1989 allaient se payer par un important et profond recul des combats et surtout de la conscience dans la classe ouvrière. Que le stalinisme ait été un des pires ennemis de la classe ouvrière ne faisait pas automatiquement de sa disparition la condition d'une avancée pour le combat du prolétariat. Au contraire, parce qu'il s'est effondré, non pas sous la pression de lutes ouvrières, sans que le prolétariat ait pu développer, sur son terrain de classe, la dénonciation concrète du mensonge et de la barbarie stalinienne, il est mort sans condamnation, sans avoir subi le jugement de la lutte de classe. Sa mort a, au

contraire, servi à entretenir et rendre encore plus puissant le mensonge qu'il aurait été l'incarnation du combat historique du prolétariat ! En cela, ces événements, ajoutés aux battages médiatiques de la bourgeoisie, ont effectivement provoqué dans la classe ouvrière au niveau international un profond débousolement, un recul dans sa conscience, une perte de confiance dans ses propres forces et dans le fait que ses combats représentent la seule réponse à la misère capitaliste. Ce recul, la classe ouvrière le paye encore aujourd'hui.

Mais le communisme n'est pas un idéal abstrait. A travers les contradictions d'un système capitaliste condamné par l'histoire et qui révèle chaque jour un peu plus son incapacité à contenir les forces productives qu'il a engendrées, il est devenu une nécessité matérielle. Cette affirmation du marxisme n'a peut-être jamais eu autant d'actualité. Et cette même société capitaliste ne peut pas non plus échapper à ce fait, quel que soit l'état du rapport de forces immédiat entre les classes : elle se creuse en son sein son propre fossoyeur, le prolétariat. Le capitalisme ne peut vivre sans prolétariat et la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste, qu'il en ait ou non conscience à tel ou tel moment, contient en elle le dépassement de ce système par son renversement révolutionnaire.

A chaque fois que la classe ouvrière a subi des reculs, la classe dominante, prenant ses désirs pour la réalité, a poussé des cris de triomphe en clamant qu'elle avait résolu les contradictions de la société et éliminé la lutte des classes. Jusqu'à ce que, de nouveau, le prolétariat se rappelle à elle, en déployant à nouveau ses combats de classe.

Le recul encaissé par la classe ouvrière en 1989 n'est rien à côté d'autres défaites qu'elle a connues dans le passé. Après la terrible défaite de la vague révolutionnaire de 1917-23, une contre-révolution de cinquante années a pesé sur la société et la classe dominante poussait dans les années 50 et 60 les mêmes cris de triomphe qu'aujourd'hui. Jusqu'à ce que le réveil international du prolétariat en 1968 la

fasse déchanter et que de nouvelles vagues massives de lutes ouvrières se déploient sur tous les continents dans les années 70 et 80.

Aujourd'hui, la classe ouvrière n'a aucunement subi une défaite comparable à celle des années 20. Ses forces sont intactes et le prolétariat des pays centraux n'est notamment nullement prêt, comme c'était le cas dans les années 30, à se laisser embrigader dans une nouvelle guerre mondiale au nom de justifications idéologiques comme l'antifascisme ou la défense nationale.

Non seulement le cours historique général est toujours ouvert vers des affrontements de classe, mais les signes d'une reprise, lente mais certaine, des combats ouvriers se sont accumulés ces dernières années. Sur le plan de la conscience, les mensonges sur la prospérité et la paix dans le capitalisme n'ont pas fait long feu. La violence de la crise économique et des attaques que la bourgeoisie ne peut éviter d'asséner toujours plus sur la classe ouvrière, contraint celle-ci à reprendre le chemin des lutes. Et cela aussi la bourgeoisie le sait (même si elle se garde bien de le dire !). Ce n'est pas par hasard si elle déploie tout un arsenal pour tenter de faire barrage à l'inévitable déploiement de nouvelles expériences de lutes significatives (voir notamment notre article sur la gauche au pouvoir dans *R/I* n° 293, septembre 1999), en même temps qu'elle mène des campagnes incessantes pour tenter de convaincre les prolétaires qu'ils sont impuissants et doivent s'en remettre à l'Etat capitaliste pour défendre leur sort.

Le spectre du communisme revient aujourd'hui hanter la bourgeoisie. La faillite économique et la barbarie toujours croissante de ce système en révèle la nécessité d'une manière qu'elle pourra de moins en moins cacher. Mais surtout, la violence des coups portés à la classe ouvrière, la nécessité où se trouve celle-ci de se battre pour y répondre crée les conditions pour qu'elle retrouve sa conscience et sa confiance en elle. Là se trouvent les forces à l'oeuvre qui feront de la révolution prolétarienne et du communisme non seulement une nécessité mais une possibilité.

SB

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCIONPROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 165
1960 AD Heemskerk - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00,
HARYANA INDIA.

LE CCI SUR INTERNET

www.internationalism.org

RÉUNIONS PUBLIQUES

Dix ans après la chute du mur de Berlin, quel bilan, quelles perspectives ?

**LYON : le samedi 20 novembre
de 15h à 18h**

C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**MARSEILLE : le samedi 6 novembre
de 15h à 18h.**

Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie
du M° Chartreux.

PARIS : le samedi 27 novembre à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-
Choisy.

**TOULOUSE : le vendredi 5 novembre
à 20 h30.**

Rendez-vous sur la place de l'église de
la Fourquette, route de Seysses,
Toulouse.

**TOURS : le samedi 13 novembre
à 15 h**

9, place de la Tranchée (en haut de l'av.
de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E)
- ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de notre
journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises
qui bénéficient de subventions de la classe
dominante et de son Etat pour assurer la défense
des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire
ne vit que grâce aux cotisations de ses
militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique
conscient de solidarité et de soutien à la
défense des idées révolutionnaires. Elle participe
pleinement de la défense des intérêts de la
classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui
faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans
le combat contre les mensonges et mystifications
de la bourgeoisie, contre ses moyens de
propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au
compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou
peuvent être versées lors de nos interventions.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 4 décembre de 15 h à 17 h. Le
Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du
bar.

Vente de la presse le samedi 4 décembre de 11h à 12h à
l'angle des rucs de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 20 novembre à 14 h 30 à la MNE,
23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 7 novembre de 11h à 12h au
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue
Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 20 novembre de 18h à 21h au
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38,
arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le samedi 6 novembre de 18h30 à 21h (à la
suite de la réunion publique ou rendez-vous à partir de 18h15
à la sortie du métro Chartreux) et le samedi 20 novembre de
18h30 à 21h, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.

Vente de la presse le samedi 6 novembre de 11h30 à
12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey
et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 20 novembre à 17 h à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 6 novembre de 18h à 20h, au 27,
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché d'Aligre (place d'Aligre, Paris
12e, M°Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à
13h.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 7 novembre de 11h à 12h,
au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 26 novembre et 17 décembre à
partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry »,
avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 7 et 21 novembre de 10h30
à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), le dimanche 14
novembre, de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-
d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 13 novembre à 18h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à
11h30, au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

BROCHURES

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger
18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Plate-forme et Manifeste du
C.C.I.**

Souscriptions du mois

**Lisez la Revue
Internationale
Vient de paraître :**

Plus que jamais, le communisme est la seule perspective d'avenir pour l'humanité

Il y a dix ans, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, le mur de Berlin tombait. Ce fut l'un des événements historiques les plus considérables de la seconde moitié du 20e siècle signant le début d'un processus irréversible : l'effondrement du bloc impérialiste de l'Est et des régimes stalinien d'Europe, dont le principal d'entre eux, l'URSS. Dix ans plus tard, que sont devenues les promesses d'avenir radieux

répandues alors par la classe dominante ? Quel bilan peut-on tirer de ses cris de victoire annonçant triomphalement la "fin de la lutte de classe" et quelles sont les perspectives pour la classe ouvrière et, au delà, pour l'humanité ? Plus que jamais, les dix ans écoulés montrent que le communisme reste la seule perspective pour l'humanité.

La chute du mur de Berlin avait donné lieu à une débauche médiatique sans précédent dans ce siècle. Pendant trois jours, un flot d'images quasi-ininterrompu a déferlé, montrant près de trois millions d'Allemands de l'Est passant le mur et envahissant l'ouest de la ville de Berlin. Dans cette première phase, nul besoin de propagande, les images parlaient d'elles-mêmes, le message de la bourgeoisie s'affichait directement et martelait implicitement : "Ce jour historique marque la victoire définitive et totale de la démocratie sur le totalitarisme", "peuples du monde, réjouissez-vous de ce jour de gloire où le capitalisme a démontré sa supériorité absolue sur les régimes socialistes." Dans les semaines et les mois qui suivirent, les déclarations et les promesses les plus euphoriques furent pilonnées par les "grands de ce monde" "urbi et orbi" : la fin de la guerre froide allait instaurer un "nouvel ordre mondial" où tous les pays du monde "du Nord comme du Sud" allaient pouvoir "prosperer et vivre en harmonie" (dixit le président des Etats-Unis, George Bush) ; Gorbatchev lui-même en rajoutait une couche en déclarant qu'une "ère nouvelle, libérée de la menace, de la terreur, plus forte dans la recherche de la justice" était en train de poindre. Selon tous ces chantres du système capitaliste, les relations entre les Etats seraient "désormais fondées sur le respect et la coopération", etc.

Mais surtout, la bourgeoisie allait s'attaquer directement et spécifiquement à la classe ouvrière par un bourrage de crâne intensif et durable dont les effets se font toujours sentir aujourd'hui. En répandant le plus grand mensonge de l'histoire selon lequel l'effondrement des régimes stalinien était celui du communisme, la classe dominante se lançait dans une gigantesque entreprise d'affaiblissement de la classe ouvrière et d'anéantissement de sa conscience de classe, cherchant ainsi à tuer dans l'œuf toute velléité de remettre en cause radicalement et définitivement sa domination ainsi que toute idée qu'il puisse exister une alternative à son système barbare. Son but : éradiquer la perspective révolutionnaire à tout jamais.

Les causes de l'effondrement des régimes stalinien

L'effondrement du stalinisme a représenté l'événement le plus important depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la reprise historique du combat prolétarien à la fin des années 1960. C'était en effet la première fois dans l'histoire qu'un pays, tête d'un bloc impérialiste, s'écroulait sans résistance, sans être en guerre ouverte au niveau mondial ou sous les coups d'un processus révolutionnaire. Cet effondrement a été l'aboutissement de tout un processus historique. L'Etat capitaliste en Russie s'est reconstitué sur les débris de la révolution prolétarienne de 1917 qui avait éliminé la bourgeoisie tsariste. Ce n'est donc pas elle, ni aucun parti bourgeois "classique", qui a pu prendre en charge la contre-révolution en Russie, produite par l'échec de la révolution mondiale. C'est le Parti-Etat et sa bureaucratie résultant de la dégénérescence interne de la révolution en URSS qui en furent alors les porteurs. La bourgeoisie russe s'est recomposée à partir de la contre-révolution stalinienne et a accaparé l'ensemble des moyens de production à travers son Etat devenu tentaculaire. D'emblée, l'URSS, arrivée trop tardivement sur la scène capitaliste mondiale dans une période de surproduction planétaire, a été frappée d'une arriération économique patente. Sa mainmise sur les "démocraties populaires" au sortir de la Seconde Guerre mondiale qui l'éleva au rang de leader d'un des deux blocs impérialistes a accentué la tendance qui lui avait permis de survivre depuis son origine : "la concentration de plus en plus forte de l'économie entre les mains de l'Etat au service de l'économie de guerre." (Revue Internationale n°34, p.2) Ainsi du fait que le bloc de l'Est ne pouvait rivaliser avec le bloc occidental, sa seule ressource face à la pression économique et militaire de l'Occident fut de mobiliser tout son appareil productif pour la production militaire. L'approfondissement considérable de la crise tout au long des années 1980 a achevé

de le rendre exsangue, faute de pouvoir tenir la compétition avec le bloc adverse et en l'impossibilité d'une guerre mondiale, de par la résistance globale de la classe ouvrière mondiale à ne pas se laisser embrigader pour la défense de l'Etat comme dans les années 1930. Mais ce n'est pas le seul facteur qui puisse rendre compte de la disparition du bloc de l'Est. En effet, comme nous l'écrivions encore : "La caractéristique la plus évidente, la plus généralement connue des pays de l'Est, celle sur laquelle repose d'ailleurs le mythe de leur nature 'socialiste', réside dans le degré extrême d'étatisation de leur économie (...). Le capitalisme d'Etat n'est pas un phénomène propre à ces pays. C'est un phénomène qui relève avant tout des conditions de survie du mode de production capitaliste dans la période de décadence. Si la tendance au capitalisme d'Etat est donc une donnée historique universelle, elle n'affecte cependant pas de façon identique tous les pays." (ibid. p. 4 et 5) En effet dans les pays avancés, cette tendance se manifeste par une imbrication des secteurs "privés" et des secteurs étatisés, permettant à la bourgeoisie de ne pas être dépossédée de son capital et privilèges et de faire fonctionner la concurrence et la sanction du marché. "Dans les pays à régime stalinien, le système de la 'Nomenklatura', où les responsabilités économiques, dans leur presque totalité, sont liées essentiellement à la place occupée dans l'appareil du parti, développe à une échelle bien plus vaste encore les obstacles à une amélioration de la compétitivité de l'appareil productif. Alors que l'économie 'mixte', existant dans les pays développés d'Occident, contraint quelque peu les entreprises publiques et même les administrations, à un souci minimal de productivité et de rentabilité, la forme de capitalisme d'Etat prévalant dans les pays à régime stalinien a pour caractéristique de désresponsabiliser complètement la classe dominante (...)

Dans ces conditions, les économies pour la plupart déjà considérablement arriérées de ces pays, sont particulièrement mal armées pour affronter la crise capitaliste et l'exacerbation de la

concurrence qu'elle provoque sur le marché mondial." ("Thèses sur la crise économique et politique en URSS et dans les pays de l'Est", Revue Internationale n°60, p. 6 et 7, 1990). L'histoire s'est chargée de mettre à bas le mensonge du siècle martelé de façon inouïe lors de la chute du mur de Berlin selon lequel ce serait le communisme qui se serait effondré en URSS et à l'Est alors qu'elle était la manifestation la plus brutale et la plus édifiante que c'est un pan entier de l'économie capitaliste en crise qui est parti en lambeaux. Ce mode de "gestion" stalinien de l'économie était fondé sur la même féroce exploitation de la force de travail des ouvriers, non pas par "l'imposition de normes de travail permettant d'augmenter la productivité (mais) essentiellement dans le niveau de vie misérable des ouvriers et la brutalité avec laquelle il (était) répondu à leurs revendications" (ibid.).

L'inanité des promesses de la bourgeoisie

Le moins que l'on puisse dire c'est que, depuis le début de "l'ère de paix et de prospérité pour l'humanité" ouverte avec la chute du mur de Berlin et la disparition du bloc de l'Est et de l'URSS, cette ère se révèle être bien plutôt "l'ère des guerres et de la crise économique". Nous n'avons eu de cesse de dénoncer "les paix qui préparent les guerres". En effet, face aux mensonges éhontés de la bourgeoisie, "la fin de la division du monde en deux constellations impérialistes ne met un terme ni à l'antagonisme des intérêts entre les nations capitalistes ni aux affrontements militaires qui en sont la conséquence. C'est tout le contraire qui est vrai. Avec la disparition des blocs, c'est une période d'affrontements guerriers et le règne du militarisme qui est ouverte." (RI n°198, février 1991). C'est à une débauche de guerres et de conflits locaux auxquels on a assisté tout au long de la décennie. Le militarisme n'a jamais été aussi présent, la fabrication et les ventes d'armes, la menace de dissémination nucléaire aussi proliférantes que dangereuses.

Huit mois à peine après la chute du Mur, éclatait la "crise" du Golfe débouchant six mois plus tard sur le déchaînement par la très démocratique "communauté internationale" d'un bain de sang dont aucun des conflits guerriers de la "guerre froide" n'avait atteint l'efficacité exterminatrice. De 300 000 à 500 000 morts du côté irakien selon des estimations officieuses. Premier "accroc", et de taille, à la nouvelle ère de paix promise, la guerre du Golfe sera le début d'une spirale de conflits militaires et de chaos sanglant qui n'épargnera aucun coin de la planète, aucun continent et dans laquelle vont se révéler le déchaînement de conflits d'intérêts impérialistes tous azimuts, dans une guerre permanente de tous contre tous.

La disparition du bloc de l'Est signait bel et bien en même temps celle du bloc occidental. Les Etats-Unis ont ainsi rapidement pris conscience dans les mois qui ont suivi la disparition du bloc de l'Est, que leurs anciens alliés commençaient à manifester des velléités de plus en plus nette "d'indépendance", qu'ils cherchaient à se dégager de leur tutelle pour commencer à jouer leur propre carte dans l'arène impérialiste mondiale, dégagés désormais du corset de fer des blocs. Le déclenchement de la "crise du Golfe" fut fondamentalement motivé par la volonté des Etats-Unis de contraindre leurs anciens alliés à se "fédérer" de nouveau, de gré ou de force, derrière eux aux dépens de l'Irak.

Le conflit yougoslave qui éclate en 1992 est une autre confirmation de ce que nous avançons dès 1989 sur le développement du chaos et de la barbarie aux quatre coins de la planète. Alors que les cadavres en Irak étaient, encore chauds, la Yougoslavie, en voie de dislocation provoquée par l'onde de choc de la disparition du bloc de l'Est, est devenue depuis une foire d'empoigne de toutes les grandes puissances qui, selon leurs intérêts stratégiques propres, n'ont de cesse d'attiser les braises, de dépeccer ce territoire, de fomenter et de couvrir les atrocités sans fin dans cette région au cœur de l'Europe. Avec la toute dernière guerre du Kosovo, cette région est devenue l'une des

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.